

**Assemblée générale ordinaire en visioconférence du 11 décembre 2020**

**Membres présents :** ALPHANDERY Pierre, AMBROISE RENDU Anne-Claude, BARTHOD Christian, BLATRIX Cécile, BONNEUIL Christophe, COQUILLARD Hervé, FEVRIER Patrick, FRIOUX Stéphane, FROMAGEAU Jérôme, HAGIMONT Steve, JAFFEUX Henri, METAIS Michel, PESSIS Céline, RICHARD Dominique, THEYS Jacques, TRESPEUCH-BERTHELOT Anna

**Membres ayant donné pouvoir :** BARRAUD Régis, BILLET Philippe, BOUCARD, CHANSIGAUD Valérie Madeleine, CLAVEL Pierre, CRUVEILLÉ Marie-Hélène, CLAVEL Pierre, DORET Christian, DUPUY Michel, GLASS Bernard, GUTH Marie-Odile, HERRENSCHMIDT Véronique, LANDRIEU Gilles, LATHUILLIERE Laurent, LEBEAU Raymond-Pierre, LUNDI Christian, MATHIS Charles-François, NAUDET Gilles, OLIVIER Louis, SINGELIN Patrick

Rédacteur du compte rendu : Patrick Cavalié

**Ordre du jour :**

**1.** **Présentation, discussion et vote du rapport moral** (dont compte rendu sur les activités)

**2. Présentation, discussion et vote du rapport financier pour l’exercice 2019 avec le compte de résultat et le bilan**

**3.** **Renouvellement partiel du conseil d’administration**

**4.** **Présentation et discussion sur les activités projetées, dont :**

* Projet de programme de recherche sur l’histoire de la protection de la nature (soumission d’une pré-proposition à l’ANR)
* Commémoration du 50ème anniversaire de la création du 1er ministère en charge de la protection de la nature et de l’environnement (R. Poujade, 7 janvier 1971) :
  + Projet de journée d’étude sur « Le moment des cent mesures pour l’environnement de 1970 »
  + Projet d’exposition physique / virtuelle sur les cinquante années de politique publique de la PNE
* Association au projet de campagne de recueil de témoignages oraux des acteurs pionniers du réseau FNE (et en parallèle, relance du processus d’inventaire et de conservation des archives des APN).

**5.** **Présentation et adoption du budget prévisionnel 2020 (à titre de régularisation) et 2021**

**6.** **Questions diverses**

-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------

1. **LE PRESIDENT, HENRI JAFFEUX PRESENTE LE RAPPORT MORAL ET D’ACTIVITES** (cf. rapport détaillé en pièce jointe) dans lequel sont relevés les points suivants :

* Préparation du colloque « De la réserve intégrale à la nature ordinaire »
* Restitution de l’opération d’inventaire des archives des associatives conduite en région Centre
* Publication du guide des sources « 10 ans d’inventaires d’archives d’acteurs privés et d’associations de protection de la nature et de l’environnement »
* Assistance au coup par coup auprès de détenteurs de fonds privés d’archives dont ceux de la Société nationale de la protection de la nature (SNPN) avec le rapatriement de Vendée du fonds « Michel Brosselin », de la Fédération connaître protéger la nature (FCPN) qui a abouti au versement de ses dossiers aux Archives départementales des Ardennes
* Association à l’organisation de la journée d’étude de l’association des journalistes écrivains pour la nature et l'environnement fêtant son 50ème anniversaire, cela après avoir apporté notre aide au versement de ses archives aux Archives nationales.
* Préparation et intervention au Rendez-vous de l’Histoire de Blois sur le thème « Italie, des secousses à l’aménagement »
* Travaux dans lesquels nous sommes parties prenantes concernant le projet de colloque sur l’histoire de l’éducation à la nature
* Conception et réalisation d’objets de communication
* Adhésions : légère érosion du nombre d’adhérents. 58 membres à jour de leur cotisation au 31 décembre 2019 contre 62 en 2018
* Site Internet : L’année 2019 a été un bon cru de fréquentation, la meilleure depuis son ouverture en 2010. Le nombre de visiteurs, parti de 104 000 en janvier a atteint un pic en juillet avec 304 000 pour atteindre un étiage à 84 000 en décembre.

Le rapport est adopté.

1. **RAPPORT FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET BILAN 2019**

En l’absence de Charles-François Mathis, trésorier, Henri Jaffeux présente le rapport (voir rapport complet en PJ)

1. **Le compte de résultat**

* Les produits de l’année s’élèvent à **29442,84 €** (contre 32221,11 € en 2018).
* Les charges d’exploitation de l’année s’élèvent à **19336,60 €** (contre 38630,15 € en 2018)

Cet exercice 2019 a été caractérisé par le règlement en début d’année du solde des dépenses dues pour l’opération d’inventaire en région Centre (salaire, indemnités et charges sociales du CDD du mois décembre 2018) qui s’était étalée sur l’ensemble de l’année 2018 mais le versement du solde de la subvention de la région (7300 €) n’a pu être demandé qu’après la réunion de restitution qui n’a finalement pu se tenir que le 25 octobre 2019, et versé au mois de décembre.

Il a aussi été marqué par le versement de la quasi-totalité des subventions qui avaient été obtenues pour notre colloque qui devait se tenir au mois de décembre 2019 et qui, finalement, n’a pu se tenir qu’au mois de septembre dernier, ce qui explique, dans une large mesure, le résultat positif constaté.

Au final, contrairement à l’exercice 2018 qui s’était soldé par un résultat négatif de 6409,04 €, celui de 2019 est positif à **10106,24 €**

2) **Le bilan**.

Il s’élèverait à **28421.17 €** au 31 décembre 2019 contre 18314.93 € au 31 décembre 2018.

Ce bilan établi, lui aussi avec le logiciel de comptabilité en ligne utilisé soulève un questionnement qui doit trouver son explication. Il fait état d’un montant du livret A de 29042,43 € et d’un solde négatif de -809,21 € du compte courant. Au surplus il mentionne un chèque de 100 € restant à encaisser. Or, les montants respectifs figurant sur notre relevé bancaire au 31 décembre 2019, sont 28042,43 € et 232,79 € et aucun chèque n’était plus à encaisser à cette date.

Nous étions aussi en ligne avec la banque au 31 décembre de l’exercice précédent en 2018.

AssoConnect, l’organisme qui abrite nos données a été saisi de ces incohérences pour trouver les raisons de ces différences et les corriger.

Le rapport financier est adopté.

**3. RENOUVELLEMENT PARTIEL DU CONSEIL D’ADMINISTRATION** issu du tirage au sort en CA du 11 décembre 2020 : Patrick Cavalié, Charles-François Mathis, Valérie Chansigaud, Jean-Pierre Raffin et Dominique Richard. Valérie Chansigaud a remis son mandat à disposition.

Après la présentation de la candidature de Cécile Blatrix, celle-ci est élue avec les administrateurs sortants qui se représentaient : Patrick Cavalié, Charles-François Mathis, Jean-Pierre Raffin et Dominique Richard.

**4**. **PRESENTATION ET DISCUSSION SUR LES ACTIVITES EN COURS ET PROJETEES**

* **Histoire de la patrimonialisation de la nature en France depuis la fin du XVIIIe siècle. Projet HISPANAT / ANR**

Steve Hagimont, qui sera le coordinateur du projet, est revenu sur la genèse et l’objet du projet qui vient d’être déposé à l’ANR en raison de la date limite de dépôt du 1er décembre, antérieure à la date de l’AG. Le fil directeur choisi est la patrimonialisation pour questionner les figures changeantes de la protection de la nature. Il développe les trois axes de la recherche proposée : 1) les motivations, les objets et les lieux 2) la patrimonialisation de la nature en pratiques au travers des dispositifs, des objectifs et de la gouvernance 3) les médiations, représentations et contestations autour du patrimoine naturel.

Il présente ensuite la composition de l’équipe scientifique qui a été rassemblée pour réaliser le projet :

*Coordinateur* : Steve Hagimont (Mcf histoire, U. Paris-Saclay-UVSQ, CHCSC). Co-coordinateur du programme européen FEDER TCV Pyr (Patrimoine touristique, 2017-2019). Cofondateur des collectifs pluridisciplinaires Atécopol et Ecopolien.

*6 laboratoires rattachés à 5 universités (et 2 autres en tant que collaborateurs).* Paris Saclay : CHCSC (UVSQ, porteur) et ISP (ENS). Paris-Nanterre et CNRS : LADYSS. Bordeaux-Montaigne : CEMMC. Caen-Normandie : HISTEME*.* Sorbonne Université et CNRS : IEES

*4 disciplines représentées : Histoire environnementale* - Anne-Claude Ambroise-Rendu (Pr, Paris-Saclay-UVSQ, CHCSC) ; Jean Bérard (Mcf, ENS Paris-Saclay, ISP) ; S. Hagimont ; Charles-François Mathis (Mcf, Bordeaux Montaigne, CEMMC) ; Anna Trespeuch-Berthelot (Mcf, Caen-Normandie, HISTEME). / *Géographie* : Nathalie Blanc (DR, U. de Paris, LADYSS), Joanne Clavel (CR, Paris Diderot, LADYSS), Etienne Grésillon (Mcf, U. de Paris, LADYSS) / *Philosophie* : Rémi Beau (CR, IEES, Sorbonne Université) */ Ecologie* : Sébastien Barot (DR, Sorbonne université, IEES), Raphaël Mathevet (DR, Université de Montpellier, CEFE), Patrick Blandin (DR émérite, MNHN).

L’ANR permettant d’associer des partenaires associatifs, les auteurs du projet ont souhaité associer l’AHPNE, le groupe d’histoire des forêts françaises et le groupe d’histoire de zones humides en raison de leur expertise sur la thématique étudiée.

Anna Trespeuch et Anne-Claude Ambroise-Rendu soulignent que si ce projet aboutit, il pourra tirer profit de l’action conduite par l’AHPNE en faveur des archives environnementales et contribuera à alimenter son dictionnaire biographique. Pourrait être aussi envisagée la publication d’un ouvrage grand public sur cette histoire de la patrimonialisation.

À la question de Pierre Alphandéry qui s’enquiert de savoir s’il sera possible à l’équipe d’associer d’autres personnes, Steve Hagimont répond que lors de la présentation complète du projet, s’il est retenu à l’issue de la phase actuelle, l’équipe pourra solliciter des spécialistes pour recueillir une expertise sur des thématiques à approfondir. Il précise que dans la 2ème phase, il pourra être opportun de faire tourner le projet pour recueillir les commentaires et observations des trois partenaires associatifs.

Dominique Richard s’interroge sur la source des chiffres de surface protégée annoncés en introduction du texte. Steve Hagimont indique qu’ils proviennent du ministère mais il précise qu’ils seront vérifiés en 2ème phase tout en cherchant à connaître ce qu’ils recouvrent.

Pierre Alphandéry indique que ceci soulève la question de savoir qui produit les données. La conception de la donnée n’est pas la même, selon qu’elle provient des naturalistes ou d’autres agrégateurs et émetteurs.

Christophe Bonneuil pense qu’il serait intéressant de réfléchir au thème « histoire longue des cadrages économiques de l’environnement et de sa valorisation » et sur celui de la « compensation ». L’une des sources à interroger est constituée par les archives des études d’impact depuis 1976, conservées aux Archives nationales car elles sont un véritable observatoire de tout le territoire. Elles pourraient faire l’objet d’études complémentaires. La 2ème source potentielle à consulter est celle des avis du CNPN créé en 1946 ainsi que les archives du service de protection de la nature créé dans les années 60 au MNHN.

Steve Hagimont répond que l’équipe sera attentive à mobiliser toutes les sources d’archives pertinentes, telles celles du CNPN.

Cécile Blatrix confirme que Pierre Chassé, cité par Henri Jaffeux pour le travail qu’il fait sur le rôle du CNPN, pourra être un élément important à consulter quand il aura soutenu sa thèse.

Christian Barthod mentionne que la question actuelle est sa composition et ce que le ministère attend de lui, faisant naître des confrontations rugueuses sur ces deux questions.

Michel Métais témoigne comme président de la commission « espèces » que celle-ci délivre 250 à 300 avis chaque année au titre de l’examen des dérogations « espèces protégées » dans le cadre de la démarche ERC « éviter, réduire, compenser ». Il suggère aussi que le président actuel du CNPN Serge Muller, puisse être interrogé car il connaît bien le rôle joué par le CNPN depuis sa création.

* **Projets de commémoration du 50ème anniversaire de la création du ministère Poujade en 1971.**

1)Stéphane Frioux présente le programme de la journée co-organisée par l’AHPNE et le comité d’histoire, sur **« Le moment des 100 mesures pour l’environnement de 1970** ». C’est un projet sur lequel il travaille depuis plusieurs années avec Florian Charvolin qui avait déjà analysé ce « moment » précédant la création du ministère pour sa thèse de doctorat sur l’invention de l’environnement. L’idée n’est pas de commémorer ce programme dit des « Cent mesures pour l’environnement ». Il s’agit plutôt de solliciter différents chercheurs pour qu’ils contextualisent le temps d’émergence de ce premier programme d’ensemble pour l’environnement. Des réponses ont été reçues suite à l’appel à communication. Christian Garnier, l’un des derniers témoins directs de son élaboration et Jacques Theys arrivé au ministère des 1971, seront invités à s’associer à cette journée. Celle-ci aurait dû se tenir le 3 février prochain mais en raison des circonstances sanitaires, les organisateurs ont préféré la reporter au 9 juin, dans des conditions matérielles qui restent encore à définir. A l’observation de Cécile Blatrix qui remarque qu’une seule intervenante est prévue, il est répondu que seuls des hommes ont répondu à l’appel à communication mais qu’il va voir avec Florian s’il est possible de corriger cela.

Christophe Bonneuil suggère que la journée soit aussi l’occasion d’aborder dans ce « moment », l’histoire de la société française d’écologie, créée en 1968. C’est une bonne interface entre science écologique, espace public et mouvements de ces années 1970.

2) Henri Jaffeux rappelle que cette idée de réaliser **une exposition commémorative du 50ème anniversaire de la création du ministère** revient à Cécile Blatrix qui l’avait proposée lors du conseil d’administration du mois de février.

Il l’invite à exposer le projet. Elle indique en premier lieu que la médiation scientifique et la diffusion en sciences sociales, reste, selon elle un chantier à explorer du point de vue des méthodes et des manières de faire. Elle précise qu’elle a eu l’occasion par le passé de concevoir deux petites expositions. : la première en valorisant les collections du musée du vivant pour relater l’histoire de l’écologie en images ; la seconde, l’an dernier, « Imaginaire de territoires – territoires de l’imaginaire » avec des panneaux, des interactions, une lecture théâtralisée.

Pour l’expo anniversaire, elle renvoie à la note envoyée. Elle n’est pas seule à s’y impliquer. Une petite cellule de réalisation est en train de se former avec Anna Trespeuch, Patrick Cavalié, Henri Jaffeux et une de ses collègues de l’Agro. Mais l’équipe reste ouverte à d’autres personnes qui voudraient s’y impliquer. Toutes les bonnes volontés sont recevables ! Elle annonce qu’elle va très prochainement diffuser un descriptif de la trentaine de panneaux identifiés dans un premier temps.

Elle précise qu’au départ, le projet était de partir sur une exposition physique prête dès janvier pour correspondre à la nomination de M. Poujade le 7 janvier 1971. Le contexte sanitaire a conduit l’équipe à raisonner différemment. Le projet est maintenant orienté sur une exposition, a *priori* virtuelle qui pourrait, le cas échéant, se décliner physiquement. Le travail se fait actuellement dans la perspective d’une exposition numérique, sous la forme d’un site Internet dédié, qui serait animé sur l’idée d’anniversaire et éventuellement jalonné de temps forts, des webinairs selon le contexte et les moyens pouvant être mobilisés. Ce site serait par la suite pérennisé, évoluant en centre de ressources sur l’histoire de la protection de la nature et de l’environnement, sans se limiter au XXème siècle et abordant toutes les dimensions de cette histoire. Ce site fonctionnerait indépendamment du site AHPNE, mais en lien avec lui, auquel renverrait le site du centre interdisciplinaire de recherche sur l’environnement (CIRE) dont elle est responsable.

Elle précise encore qu’elle fait travailler ses étudiants sur une partie du contenu des panneaux En dehors d’eux, qui seront des entrées vers la version dématérialisée, il est prévu de présenter un certain nombre d’objets, de faire appel à des formes d’interactivité basées sur des séquences audio et vidéo. Cette exposition constituera aussi l’occasion de présenter et lancer le guide des sources d’archives et ainsi de donner à voir cet outil. Elle pense que c’est un travail extrêmement précieux réalisé par Patrick Cavalié qui ouvre sur les 50 ans et au-delà d’archives publiques ou privées, nationales ou départementales de l’histoire de l’environnement qui intéresse l’expo.

Elle souligne une autre dimension de ce projet : proposer des éléments de partage de ce que signifie une historiographie, de ce que veut dire écrire l’histoire du ministère en charge de la protection de la nature et de l’environnement. Elle va envoyer le document provisoire qui décrit le contenu des panneaux. Elle conclut son propos en précisant qu’il reste un travail important à réaliser sur le contenu et que l’objectif est de pouvoir offrir une première séquence sur le site d’ici fin février. Elle a aussi dégagé un budget pour aborder l’aspect graphique. Elle a fait appel à la graphiste Natacha Bigan qui a déjà travaillé pour l’AHPNE.

Henri Jaffeux conclut cette présentation en soulignant le caractère ambitieux de cette réalisation à laquelle s’attache l’AHPNE et en indiquant qu’il va prendre plusieurs initiatives pour rechercher des financements complémentaires à ceux de l’AHPNE.

Patrick Février intervient pour signaler qu’il y a **deux autres initiatives** en cours.

La première est une exposition virtuelle qui sera complémentaire à celle qui vient d’être exposée. Elle est le fait du ministère. Elle sera publiée sur le site du ministère et correspondra à plusieurs entrées thématiques : préservation de la planète, consommation et production durables, santé environnementale, déplacements et transports, énergie, gestion des ressources naturelles, déchets, économie circulaire, énergies renouvelables, mobilisations-campagnes-controverses, logement, prévention industrielle, risques naturels. Les délais sont très courts mais le produit devrait être en ligne, au moment des vœux des ministres à l’ensemble des personnels.

La seconde est à l’initiative de l’institut Georges Pompidou. Elle correspondra à l’esprit de rendre hommage à Robert Poujade. Il est prévu une journée d’étude durant la 2ème quinzaine du mois d’avril, ou la 2ème quinzaine du mois de mai. Elle pourrait se dérouler, après accord de la ministre, au siège du ministère, boulevard Saint-Germain. L’AHPNE est associée à ce projet par l’intermédiaire d’Anna Trespeuch qui la représente. Il est prévu que Florian Charvolin ou Stéphane Frioux puisse intervenir dans cette journée à ce titre en plus de leur légitimité universitaire. Henri Jaffeux rappelle que l’AHPNE était associée au comité d’histoire lors de la commémoration du 40ème anniversaire du ministère en 2011, journée au cours de laquelle les participants avaient eu le privilège d’entendre le témoignage direct de M. Robert Poujade et celui de Michel Woimant, alors conseiller au cabinet du président Pompidou au moment de la création du ministère, et aujourd’hui tous les deux décédés.

Anna Trespeuch mentionne l’état des réflexions à ce jour pour structurer cette journée. Les thématiques identifiées sont les suivantes : l’invention du ministère avec le rôle de Georges Pompidou, la notion d’environnement telle qu’elle était conçue dans les années 60 qui pourrait être confiée à Olivier Dard, la création du ministère avec l’intervention de Stéphane et Florian, un exposé sur le choix de Robert Poujade par Georges Pompidou et la composition de son cabinet. La dernière partie de la journée tenterait d’analyser la problématique de « l’impossible ministère » telle que décrite par Robert Poujade dans son livre et de procéder à des comparaisons internationales.

Henri Jaffeux propose que l’AHPNE essaie de faire écrire des biographies des principaux acteurs de la création du ministère (Georges Pompidou, Robert Poujade, Serge Antoine) et peut-être aussi de celles des conseillers de l’ombre qui « soufflaient » aux oreilles du président en faveur de la création d’un ministère de l’environnement (François Sommer, Pierre Juillet, Marie-France Garaud, Michel Jobert).

Pour terminer ce panorama des activités de 2021, principalement centré sur cette commémoration des 50 ans du ministère, Henri Jaffeux fait référence à la réunion récemment tenue avec FNE au cours de laquelle plusieurs pistes de collaboration ont été identifiées. Il renvoie pour plus de précisions au compte rendu de cette réunion joint en annexe. Il y a été décidé de mettre en place un comité de suivi à partir de janvier pour aborder différents sujets dont le projet d’entretiens de pionniers associatifs par FNE.

**5. Budget prévisionnel 2020**

Henri Jaffeux en fait la présentation. La 1ère partie du projet de budget n’appelle pas d’observations. C’est le fonctionnement ordinaire de l’association auquel sont toujours les RDV d’histoire de Blois. Les recettes et les dépenses de cette 1ère partie-là, sont, depuis l’origine de l’AHPNE, toujours équilibrées avec les ressources qui proviennent quasi exclusivement des cotisations. C’est pour cela qu’il insiste sur la question des cotisations et de l’indépendance qu’elles donnent plus ou moins pour fonctionner. Ces recettes sont évaluées à environ 2200 euros. Les dépenses qui sont proposées d’une année sur l’autre pour ce fonctionnement ordinaire sont à peu près les mêmes. Le montant de 546 euros « divers et imprévus » sert, en quelque sorte, de tampon en fonction de ce qui n’a pas pu être estimé pour rester dans l’enveloppe fixée.

La 2ème partie du tableau concerne l’emploi des ressources affectées. Il y a, sous le titre publications aux Presses Universitaires de Rennes, l’ouvrage de 2017 « Histoire des modernisations agricoles ». C’était un colloque particulièrement réussi dans lequel l’AHPNE était co-organisatrice. Depuis, l’ouvrage a été préparé et accepté par les PUR. Il y a eu une discussion avec elles, qui a permis de baisser la contrepartie financière qu’elles demandaient de 5000 euros à 3000 euros. Le montage est le suivant. Le Centre d’histoire des hautes études en sciences sociales (CHHESS) va intervenir avec 1500 €. L’AHPNE va aussi apporter 1500 € composés d’un don de 1200 euros de Christophe Bonneuil et d’une participation complémentaire de 300 €. Une convention d’édition liera l’AHPNE et le CHHESS aux PUR.

La publication de l’ouvrage du dernier colloque, pour lequel l’AHPNE a un accord de principe pour le publier aux PUR est provisionnée dans le budget. L’aide à l’édition à apporter est de 1000 euros avec des préachats d’ouvrages d’un montant à 640 pour les membres de l’AHPNE et tous ceux qui ont collaboré au colloque. Avec les autres frais, le montant total est estimé à 2700 € imputés sur le reliquat des subventions reçues.

Pour la commémoration du 50ème anniversaire, est indiqué un chiffre prévisionnel de 5000 € pour financer la mise en place du site dédié dans sa première configuration, auxquels pourront s’ajouter des financements extérieurs pour consolider la réalisation de l’opération et son développement.

Pour l’organisation de la journée programme des « 100 mesures pour l’environnement », le chiffrage prévisionnel de 2500 € est établi sur la base du prix de la prestation du dernier colloque à auquel est ajouté le coût des repas des intervenants partagé avec les AN qui en prennent 50%. Il faut espérer qu’il ne soit pas nécessaire de faire appel à la visioconférence, ce qui permettrait de reporter cette provision sur la commémoration et le site dédié.

Tenant compte du montant du livret A à ce jour soit 20 000 € des sommes attendues d’ici le 31 décembre, nous devrions pouvoir disposer d’environ 22 000 € au début du prochain exercice. Henri Jaffeux, dans ces conditions, propose de voter le budget présenté ce qui ménage un « matelas » résiduel de 9 000 à 10 000 € à titre de précaution.

Le budget proposé est adopté en l’état. Il sera adapté et mis à jour en fonction de l’évolution de la situation et du résultat des recherches de financements extérieurs.